

Le chapitre IV, consacré aux relations avec le Commonwealth, fait aussi une large place aux questions du Moyen-Orient. La région a été l'objet de discussions approfondies à l'occasion de la visite d'Eden à Ottawa en février 1956 (document 696) et de la réunion des premiers ministres du Commonwealth au mois de juin suivant. (document 646) Dans ce dernier moment de calme sur la scène internationale, qui annonce traditionnellement la tempête, Pearson, qui accompagnait Saint-Laurent à Londres, constata avec une ironie désabusée que « la plupart des visiteurs se préoccupaient de Wimbledon, des Lords et de la Coupe Canada ». (document 643)

La crise de Suez et ses répercussions ont jeté une ombre sur le Commonwealth, et ce chapitre renferme de nombreux documents relatifs à une demande britannique d'exemption d'intérêts sur un important emprunt accordé à Londres en 1946. Cette documentation souligne les efforts précis du Canada pour renégocier l'emprunt, ainsi que l'attitude d'Ottawa vis-à-vis du problème général de l'effondrement financier de la Grande-Bretagne et de ses démarches pour obtenir une aide du Fonds monétaire international. (document 704) Le chapitre reproduit des documents portant sur la visite effectuée par Nehru en décembre 1956 à Ottawa, et sur les efforts infructueux de Pearson pour amener l'astucieux premier ministre indien à s'engager dans le processus de paix au Moyen-Orient. (document 692) Enfin, il renferme un long rapport sur la rencontre aux Bermudes, en mars 1957, entre Saint-Laurent et le premier ministre Harold Macmillan, successeur d'Eden. Ces réunions ont été pour la délégation canadienne, dont faisaient partie Pearson, C.D. Howe, ministre du Commerce, et Robert Bryce, secrétaire du Cabinet, la première occasion réelle de prendre contact avec le nouveau premier ministre britannique; elles donnèrent lieu à un échange de vues entre les deux pays sur un large éventail de sujets, dont le Moyen-Orient. (document 735)

Les dirigeants canadiens étaient parfaitement conscients que les tensions arabo-Israéliennes ne faisaient que refléter les problèmes liés à la décolonisation en général. Les tensions entre les puissances coloniales et anticoloniales, déclara en mai 1956 le sous-secrétaire d'État adjoint R.M. Macdonnell, « constituent peut-être la question la plus cruciale de la politique internationale aujourd'hui ». (document 41) Aussi, le colonialisme et son héritage sont-ils les principaux thèmes du chapitre sur le Commonwealth. Outre la documentation habituelle sur la contribution du Canada au Plan de Colombo, principal point de contact entre Ottawa et les nouvelles nations indépendantes d'Asie et d'Afrique, on y trouve plusieurs évaluations poussées de la politique d'aide du Canada. La première, réalisée par le haut-commissaire du Canada en Inde, Escott Reid, résume clairement la contribution du Canada au développement de l'Inde depuis 1950. (document 665) Elle fait pendant à une défense plus passionnée de l'aide canadienne au Pakistan, dont l'héritage colonial, marqué par une grande pauvreté, rendait extrêmement difficile la coopération bilatérale. (document 685) Enfin, le chapitre présente une revue interministérielle complète de l'aide canadienne, qui conclut, sur un ton suffisant, que « l'aide fournie a été orientée vers le bon type de projets et s'est révélée appropriée tant par son contenu que par sa forme ». (document 658)

Avec l'accession du Ghana à l'indépendance en 1956, le ministère des Affaires extérieures a été plus directement confronté aux défis politiques et économiques de la décolonisation. Une note de service portant sur le réveil de l'Afrique forçait les dirigeants à examiner « quelle place accorder à l'Afrique dans [leur] liste de priorités ». (document 737) Le Canada s'intéressait encore de plus près à la nouvelle fédération